

LA PLANÈTE BAZAR

COMMENT LA SURCONSOMMATION
DÉTRUIT LA PLANÈTE ET CE QU'IL FAUT FAIRE
POUR S'EN SORTIR

Annie Leonard

avec Ariane Conrad

Traduit de l'anglais (États-Unis) par Xavier Guesnu

Préface de Nicolas Hulot

DUNOD

Avec l'accord de l'auteur, le texte original a été légèrement adapté pour la version française.

Copyright © 2010, by Annie Leonard

Illustrations de Ruben DeLuna et Louis Fox, Free Range Studios

All rights reserved including the right of reproduction in whole or part in any form.

This edition published by arrangement with the original publisher Free Press, a Division of Simon and Schuster, Inc., New York.

Tous droits réservés incluant le droit de reproduction de tout ou partie sous quelle forme que ce soit.

Le présent ouvrage est publié avec l'accord de l'éditeur original Free Press, une filiale de Simon et Schuster, New York.

Couverture : Free Range Studios et Jean-Christophe Courte

Le pictogramme qui figure ci-contre mérite une explication. Son objet est d'alerter le lecteur sur la menace que représente pour l'avenir de l'écrit, particulièrement dans le domaine de l'édition technique et universitaire, le développement massif du photocopillage. Le Code de la propriété intellectuelle du 1^{er} juillet 1992 interdit en effet expressément la photocopie à usage collectif sans autorisation des ayants droit. Or, cette pratique s'est généralisée dans les établissements		d'enseignement supérieur, provoquant une baisse brutale des achats de livres et de revues, au point que la possibilité même pour les auteurs de créer des œuvres nouvelles et de les faire éditer correctement est aujourd'hui menacée. Nous rappelons donc que toute reproduction, partielle ou totale, de la présente publication est interdite sans autorisation de l'auteur, de son éditeur ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC, 20, rue des Grands-Augustins, 75006 Paris).
--	---	--

© Dunod, Paris, 2010 pour la traduction française
ISBN 978-2-10-055685-4

Le Code de la propriété intellectuelle n'autorisant, aux termes de l'article L. 122-5, 2° et 3° a), d'une part, que les « copies ou reproductions strictement réservées à l'usage privé du copiste et non destinées à une utilisation collective » et, d'autre part, que les analyses et les courtes citations dans un but d'exemple et d'illustration, « toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants droit ou ayants cause est illicite » (art. L. 122-4).

Cette représentation ou reproduction, par quelque procédé que ce soit, constituerait donc une contrefaçon sanctionnée par les articles L. 335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle.

PRÉFACE

PENSER LE CHANGEMENT ET NON CHANGER LE PANSEMENT

À part une poignée de « marchands de doutes », plus personne ne conteste la gravité de la situation environnementale et écologique de la planète. Chacun sait que l'enjeu n'est ni plus ni moins que le sort de l'humanité. Et chaque seconde que nous cédon's un peu plus à l'immobilisme, scelle un peu plus notre responsabilité aux yeux de l'Histoire pour non-assistance à planète et humanité en danger. Nous n'avons que deux choix : ou laisser le temps nous dicter la mutation et l'avenir n'est désespérant que dans cette hypothèse ; ou conduire ensemble radicalement et progressivement cette société qui conjugue les enjeux écologiques, sociaux et économiques. Choisir ou subir, c'est ce que dit en d'autres termes le rapport Stern. Anticiper, c'est investir un point de PIB, s'adapter, ce serait au mieux 4 ou 5 points de PIB, si tant est que nous ne soyons pas pris de court.

Dans la perspective de cette mutation indispensable, je me réjouis tous les jours de voir le nombre et la pluralité d'initiatives alliant réflexions et prospectives pour penser le changement et non changer le pansement.

Annie Léonard a passé dix ans à enquêter sur les circuits économiques et a été sélectionnée par le *Time magazine* comme un des acteurs majeurs de l'environnement. Elle fait partie de ces pionniers qui invitent à changer de logiciel en décrivant pas à pas le cycle de vie des biens de consommation dans un monde globalisé.

C'est avec une grande maestria pédagogique qu'elle s'est fait connaître des internautes grâce à sa vidéo *Story of stuff*, déjà visionnée plus de 10 millions de fois et sous-titrée en 9 langues.

Avec cette production, je dirais par un jeu de mots qu'Annie « a mis le souk dans la planète bazar », en démontrant avec compétences et brio les limites de notre système.

Il n'y a pas de fatalisme à s'accommoder de la civilisation du gâchis. Dans une planète finie aux ressources limitées, nous voyons bien qu'il nous faut tendre vers un nouveau paradigme « mettant honnêtement, sincèrement l'humain et la nature au cœur de nos préoccupations ». Pour pouvoir partager, il faut économiser et le défi se résume à faire mieux avec moins.

Au-delà des clivages politiques et des écoles de pensée, cette « révolution culturelle » suppose une libération de la créativité et la contribution de chacun pour que l'avenir de notre Terre et de nos congénères devienne une priorité absolue. Parce qu'à la fois acteur et responsable, chacun de nous a un rôle majeur dans la construction de cette nouvelle société. Plus que jamais le génie humain ou simplement le bon sens est nécessaire et la mobilisation doit être immédiate. Personne ne doit s'exclure de l'enjeu car personne ne sera à l'abri des conséquences.

Aujourd'hui Annie Léonard transforme l'essai en ouvrage et sa lecture devrait convaincre ceux qui hésitent encore qu'il est possible d'agir autrement en dépassant les frontières de nos peurs et de nos blocages pour trouver des solutions nouvelles.

À chacun d'entre nous de poursuivre le travail de l'auteure et de contribuer à la mise en œuvre d'un nouveau paradigme.

Transformons cette espérance en actes et reprenons à notre compte cet adage d'Antoine de Saint-Exupéry : « Dans la vie, il n'y a pas de solutions, il y a des forces en marche. Créons ces forces et les solutions suivront. »

NICOLAS HULOT

Président de la Fondation Nicolas Hulot pour la Nature et l'Homme

www.fnh.org

INTRODUCTION

Même si grandir à Seattle, la cité émeraude, pendant les années 1970, était une situation idyllique, ma famille et moi-même attendions surtout l'été avec impatience. Nous entassions alors le matériel de camping dans le break familial et partions pour les splendides Cascades du Nord. À l'époque, les lecteurs de DVD n'existaient pas et, assise à l'arrière, je profitais du trajet pour regarder le paysage par la fenêtre. Chaque année, je notais que les centres commerciaux et les maisons s'étendaient toujours un peu plus avant, pendant que les forêts s'amenuisaient. Que devenaient donc mes forêts bien aimées ?

J'ai trouvé la réponse à cette question quelques années plus tard à New York, notamment. Le campus du Bernard College où je suivais mes études en Sciences de l'environnement se trouvait sur la 116^e rue Ouest, dans l'Upper West side, tandis que ma chambre donnait sur la 110^e rue Ouest. Chaque matin, je remontais d'un pas lourd les six blocs, regardant les tas de déchets qui, à l'aube, bordent les rues de New York et, dix heures plus tard, je retournais dans ma chambre en marchant le long de trottoirs débarrassés de leurs amas de déchets. J'étais intriguée. Je commençai à farfouiller pour découvrir ce que contenaient ces amoncellements sans fin. Devinez ! Du papier, principalement.

Du papier ! Voilà comment finissaient les arbres que j'aimais tant. (Aux États-Unis, près de 40 % des déchets municipaux sont des produits papetiers¹.) Des forêts du nord-ouest du Pacifique en passant par les trottoirs de Manhattan jusqu'où... ?

Ma curiosité était éveillée. Je ne pouvais pas m'arrêter là ; je devais savoir ce qu'il advenait du papier, une fois qu'il avait disparu des trottoirs. Aussi, je me suis rendu dans la décharge de Fresh Kills, sur Staten Island, l'une des plus grandes au monde et qui s'étend sur plus de 8 km² carrés. Quand elle a été officiellement fermée en 2001, il a été dit que cet amoncellement à l'odeur pestilentielle était la plus grande structure jamais réalisée par l'Homme sur la planète, que son volume était supérieur à celui de la Muraille de Chine et que son sommet, haut de 24 m, dépassait celui de la Statue de la liberté.²

Je n'avais jamais rien vu de tel que Fresh Kills. Je suis restée en bordure, littéralement médusée. Aussi loin que je pusse voir dans chaque direction, ce n'était que lits défoncés, appareils électriques, cartons, trognons, vêtements, sacs en plastique, livres et des tonnes d'autres objets les plus hétéroclites. Devant un très grave accident de voiture, vous êtes partagé entre l'envie de poursuivre votre chemin et celle de regarder. Cette décharge me faisait exactement le même effet. J'avais été élevée par une mère célibataire, qui avait appris à ses enfants à respecter la qualité, et non la quantité. En partie grâce à sa philosophie de vie et en partie par nécessité économique, ma jeunesse s'était conformée au précepte selon lequel un produit doit être utilisé et usé jusqu'au bout, sans quoi il est préférable de s'en passer. Dans notre maison, il n'y avait pas le moindre signe de gaspillage ou de consommation superflue. Nous savourions ce que nous avions, en prenions le plus grand soin et l'usions jusqu'à la corde.

Les montagnes d'objets en parfait état de Fresh Kills constituaient une absurdité totale à mes yeux. Je me suis sentie extrêmement mal à l'aise. Qui était l'instigateur d'un tel système ? Comment ceux qui savaient pouvaient-ils laisser perdurer une telle situation ? Je l'ignorais, mais je me suis jurée de le découvrir. Après deux décennies passées à jouer les détectives, quand j'ai eu le fin mot de l'histoire, je l'ai appelée *The Story of Stuff*.

Interconnexions

L'histoire des biens matériels m'a conduite à travers le monde, dans le cadre de missions effectuées pour Greenpeace, Essential Action, GAIA (*Global Alliance for Incinerator Alternatives*) ou autres organisations éco-

logistes. J'ai été amenée à pénétrer non seulement dans les décharges publiques, mais aussi dans les mines, les usines, les hôpitaux, les ambassades, les universités, les fermes, les bureaux de la Banque mondiale ou les salons du pouvoir. J'ai séjourné auprès de familles indiennes dans des villages à ce point isolés que mon arrivée était saluée par des parents désespérés ; ils accouraient vers moi et me demandaient si j'étais le médecin – venu pour sa visite annuelle, en espérant que je parviendrais à soigner leur enfant. J'ai rencontré des familles entières qui habitaient sur des amas d'ordures, aux Philippines, au Guatemala et au Bangladesh, et qui vivaient de restes de nourriture et de déchets extraits de tas puants en train de se consumer. J'ai traversé les centres commerciaux de Tokyo, de Bangkok et de Las Vegas, dont l'immensité, la lumière crue et le plastique omniprésent me donnaient l'impression d'être au beau milieu d'une série télévisée.

Partout où je me rendais, je ne cessais de me demander « Pourquoi ? » et de chercher à approfondir le sujet. Pourquoi les décharges étaient-elles aussi dangereuses ? À cause des substances toxiques contenues dans les déchets. Et, d'abord, pourquoi les produits jetés dans les poubelles renfermaient-ils de telles substances ? En voulant répondre à cette question, j'en suis venue à m'intéresser de plus près aux substances toxiques, à la chimie et à la santé environnementale. Pourquoi les décharges se trouvaient-elles la plupart du temps dans les quartiers les plus déshérités où vivent et travaillent les femmes et les hommes de couleur ? J'ai découvert alors l'existence du racisme environnemental.

En outre, quelle raison économique justifiait la délocalisation des usines ? Comment était-il possible de vendre les produits pour une poignée de dollars ou d'euros alors qu'ils avaient dû traverser des milliers de kilomètres avant de se retrouver dans les rayons de nos magasins ? Brusquement, je me suis trouvée confrontée aux accords commerciaux internationaux et à l'influence des grandes sociétés sur les réglementations gouvernementales.

De même, pourquoi les appareils électroniques se détériorent-ils si vite et pourquoi cela coûte-t-il moins cher de les remplacer que de les réparer ? J'ai appris comment la publicité et l'obsolescence planifiée, entre autres stratégies, encouragent la consommation. En apparence, ces thèmes semblaient sans relation les uns avec les autres et à mille lieux du

problème des amas d'ordures dans les rues de New York. Cependant, il s'est avéré qu'ils étaient tous interconnectés.

À l'occasion de ce périple, je suis devenue un « penseur systémique » : autrement dit, je suis convaincue que chaque chose existe comme partie d'un système plus grand et que celle-ci doit être comprise en relation avec toutes les autres parties. Il ne s'agit pas d'une démarche originale : la dernière fois où vous avez eu de la fièvre, vous vous êtes probablement demandé si celle-ci était due à une bactérie ou à un virus. En réalité, la fièvre constitue la réponse à l'intrusion d'un élément étranger dans le système qu'est le corps humain. En biologie, nous acceptons facilement l'idée de plusieurs systèmes (circulatoire, digestif, nerveux) composés de parties (comme les cellules ou les organes), ainsi que le fait que ces systèmes interagissent les uns avec les autres à l'intérieur du corps humain.

À l'école, nous avons appris le cycle de l'eau sur la Terre, à savoir ses trois phases à l'état naturel : liquide (eau), gazeux (vapeur d'eau) et solide (glace). Nos professeurs nous ont aussi expliqué la chaîne alimentaire, système dans lequel, par exemple, le plancton est mangé par les petits poissons, lesquels sont à leur tour engloutis par les plus gros poissons, qui, eux-mêmes, finissent dans nos assiettes ! Entre ces deux systèmes, le cycle de l'eau et la chaîne alimentaire – même si l'un concerne un élément minéral et l'autre les êtres vivants – il existe une interaction importante dans la mesure où les rivières et les océans du premier fournissent l'habitat aux créatures du second. Ce lien nous renvoie à la notion d'écosystème : l'écosystème désigne l'ensemble interdépendant d'êtres vivants comme les plantes ou les animaux, d'éléments physiques et de sous-systèmes tels que les roches ou l'eau. Une fois encore, un système peut se retrouver englobé dans un autre système : la biosphère elle-même – autre mot désignant l'écosystème de la planète – est un système qui existe au sein d'un autre système bien plus étendu, le système solaire.

L'économie fonctionne, elle aussi, à la façon d'un système, d'où le fait qu'elle comporte un effet domino. Par exemple, lorsque les personnes perdent leur travail, elles réduisent leurs dépenses, les usines fabriquent moins et le nombre de chômeurs augmente... situation qui fut précisément celle de 2008 et 2009. Le rapprochement entre la réflexion systémique et l'économie explique aussi la théorie économique dite de l'effet

cascade, dans laquelle les plus aisés bénéficient de réductions d'impôt afin d'investir dans les entreprises et de créer, en toute hypothèse, plus d'emplois... Si les différents éléments (argent, emplois, classes sociales) ne fonctionnaient pas au sein d'un même système, ni la théorie de l'effet cascade, ni la croyance en l'interaction entre l'offre et la demande n'auraient le moindre fondement. Tous ces exemples présupposent l'existence d'éléments interdépendants au sein d'un plus vaste système.

Une autre façon de dire que tout existe comme élément d'un plus grand système, y compris les systèmes eux-mêmes, consiste à dire que tout est connecté.

Il est amusant de noter que les carrières professionnelles commencent, pour la plupart, par une approche généraliste, qui ne cesse de se spécialiser au fur et à mesure de l'expérience acquise et des formations suivies. La pression sociale et professionnelle en faveur d'une spécialisation accrue est extrêmement forte. Pour ma part, j'ai emprunté le chemin inverse : j'ai commencé par être fascinée – et révoltée – par les ordures, plus précisément par les sacs aux contenus les plus divers qui s'entassaient dans l'Upper West Side, à New York. Après avoir obtenu un diplôme en sciences de l'environnement, j'ai été embauchée par Greenpeace International pour étudier la destination des conteneurs de déchets embarqués à bord de bateaux depuis les États-Unis et mesurer les conséquences d'une telle politique. Mon travail consistait à enquêter à l'échelle de la planète et à tenter de mettre un terme à la décharge des déchets.

Toute ma vie, je serai reconnaissante à Greenpeace. Fondée sur le principe du témoignage – voir de nos propres yeux les comportements impropres crée une double responsabilité morale : informer les autres citoyens et prendre les mesures nécessaires, l'association m'a fourni un ordinateur portable et une formation élémentaire, puis m'a envoyée à travers le monde pour que je témoigne sur le trafic des déchets. Cependant, comme la plupart des institutions, Greenpeace répartissait son activité en domaines cloisonnés : produits toxiques, mers et océans, forêts, installations nucléaires, écosystèmes marins, organismes génétiquement modifiés, climat, etc. Par conséquent, le travail était très compartimenté et nous nous retrouvions tous déconnectés les uns des autres. La culture de l'expertise était extrêmement prégnante : par exemple, les spécialistes des produits toxiques connaissaient leur sujet sur le bout des doigts –

même les stagiaires savaient dissenter sur la structure moléculaire du chlore et expliquer ses impacts sur la santé environnementale – et se concentraient sur leur centre d'intérêt, à l'exclusion de tout autre. À cette époque, nous ne consacrons pas beaucoup de temps, si ce n'est aucun, à comprendre les connexions entre les différents problèmes ou entre les départements de l'association.

Au début des années 1990, je me suis beaucoup déplacée afin de travailler en collaboration avec les partenaires des autres pays. D'abord, j'étais fière d'en savoir plus sur le trafic des déchets que quiconque au sein de Greenpeace extérieur à mon équipe. Cependant, plus je voyageais, plus je réalisais l'étendue de ce que je ne connaissais pas et ne comprenais pas. Je fus d'abord stupéfaite par la quantité de travail abattue par certaines personnes que ce soit en Inde, en Indonésie, aux Philippines, à Haïti ou en Afrique du Sud, par exemple. Elles se débattaient avec tout un fatras de problèmes : l'eau, les forêts, l'énergie, et même la situation de la femme ou le commerce international. J'imaginais qu'elles cherchaient à couvrir autant de questions par manque de personnel ; je me sentis désolée pour elles, quand, moi, j'avais le luxe de me consacrer à un seul thème. Au bout d'un moment, la vérité m'apparut : toutes ces questions étaient liées entre elles ! Tandis que je ne cessais de démêler les fils des différentes connexions, je pris conscience que la question des ordures – ou de toute autre question, en l'occurrence – ne pouvait être résolue isolément. Le fait de se concentrer de manière aussi exclusive sur un seul problème ne m'aidait pas ; en réalité, ma capacité à comprendre le contexte, à voir le tableau dans son ensemble, s'en trouvait entravée. Non seulement me pencher sur les autres sujets ne m'empêcherait pas de progresser, mais me permettrait d'avancer.

C'est ainsi que je me suis retrouvée à farfouiller dans les sacs poubelle afin d'examiner les systèmes de production et de consommation de biens manufacturés. Cela impliqua des allers-retours entre deux disciplines que le monde moderne considère non seulement comme distinctes, mais en contradiction totale l'une avec l'autre : l'écologie et l'économie. Et pourtant, ces deux systèmes sont connectés et l'un est réellement un sous-système de l'autre, de la même façon que l'écosystème de la Terre est un sous-système du système solaire.

Il est vrai qu'un grand nombre de spécialistes de l'environnement ne souhaite pas réellement s'occuper d'économie. Les écologistes tradi-

tionnels se concentrent sur nos adorables ours menacés de disparition, sur les forêts de séquoias ou sur les réserves naturelles où ils aiment se rendre pour oublier des réalités aussi monstrueuses que la Bourse. Les espèces animales en danger et les lieux encore vierges de toute présence humaine n'ont aucun lien avec les politiques tarifaires, les subventions gouvernementales pour l'industrie minière ou les accords commerciaux internationaux, n'est-ce pas? Pourtant, ce lien existe. Pendant ce temps, les économistes classiques ont reconnu l'environnement comme ensemble illimité et bon marché, voire GRATUIT, de ressources brutes destinées à soutenir la croissance économique. Que dire alors de ces militants qui surgissent parfois dans l'arène pour s'opposer à la création d'une usine afin de protéger l'habitat des musaraignes des bois?

En réalité, l'économie constitue elle-même un sous-système de l'écosystème de la Terre – ou biosphère. Tout système économique – que ce soit le troc, l'esclavagisme, le féodalisme, le socialisme ou le capitalisme – est une invention humaine. Comme l'être humain n'est que l'une des nombreuses espèces terrestres (quoiqu'un peu plus puissante, avec son écriture et son armement), chacune de ses inventions est un sous-système de l'écosystème de la Terre. Une fois que nous avons compris cela (qui n'est pas mon opinion, mais un fait brut), de nouvelles perspectives s'ouvrent à nous.

Limites en vue

L'une des perspectives les plus importantes à prendre en compte concerne les limites. Pour qu'un système existe à l'intérieur d'un autre, le sous-système doit convenir aux contraintes du système parent. Vous avez certainement déjà vu ces photos de notre belle planète bleue prises depuis l'espace? Sa superficie est de 510 millions et quelque de km², dont un tiers environ est constitué par les îles et les continents.³ Une (longue) corde reliant le milieu de la planète à l'équateur – l'équivalent du périmètre équatorial – devrait mesurer 40 075,017 km.⁴ Les réserves totales en eau – sous toutes ses formes – sont estimées environ à 586 millions de km³.⁵ Voilà ce dont nous avons hérité. Les dimensions et les capacités de la Terre demeurent stables. Cela signifie qu'il existe une limite à la quantité de sols, d'eau, d'air, de minéraux et autres ressources que la Terre est à même de fournir. C'est un fait, tout simplement.

Croyez-moi, je sais qu'un tel fait peut être facile à oublier, étant donné la façon dont nous vivons aux États-Unis ou dans les autres pays riches. Comment saurions-nous que les sols se dégradent ou que les océans se vident de leurs poissons? Combien d'entre nous se préoccupent de la façon dont nos fruits et légumes sont cultivés ou de celle dont les poissons sont pêchés? Sans même parler de celle dont nos T-shirts, ordinateurs portables, livres et autres articles sont fabriqués, de l'autre côté de la planète. De là où je suis confortablement assise, dans mon pavillon de Berkeley, le monde semble aller bien : temps agréable, vaste choix de produits dans l'épicerie, pas même affecté par le fait que l'État où je vis, la Californie, connaît une sécheresse de plusieurs années! Si la récolte de fruits est faible cette année, les pommes viendront du Chili. Ne vous en faites pas, tout va bien.

Mais les rapports scientifiques les plus crédibles racontent une tout autre histoire. Les preuves de l'existence d'une crise environnementale sont désormais si nombreuses que seules les personnes dans le déni permanent continuent à contester les faits. Les économistes et les politiciens traditionnels restent insensibles aux limites physiques, pour le moins réelles, en dépit des inquiétudes exprimées depuis des décennies par les écologistes, les scientifiques ou les universitaires, entre autres.

Il existe littéralement des centaines de livres et de rapports, provenant d'innombrables sources fiables et dignes de confiance, qui décrivent ce qui est en train de se passer sur la planète. Voici juste quelques éléments clés :

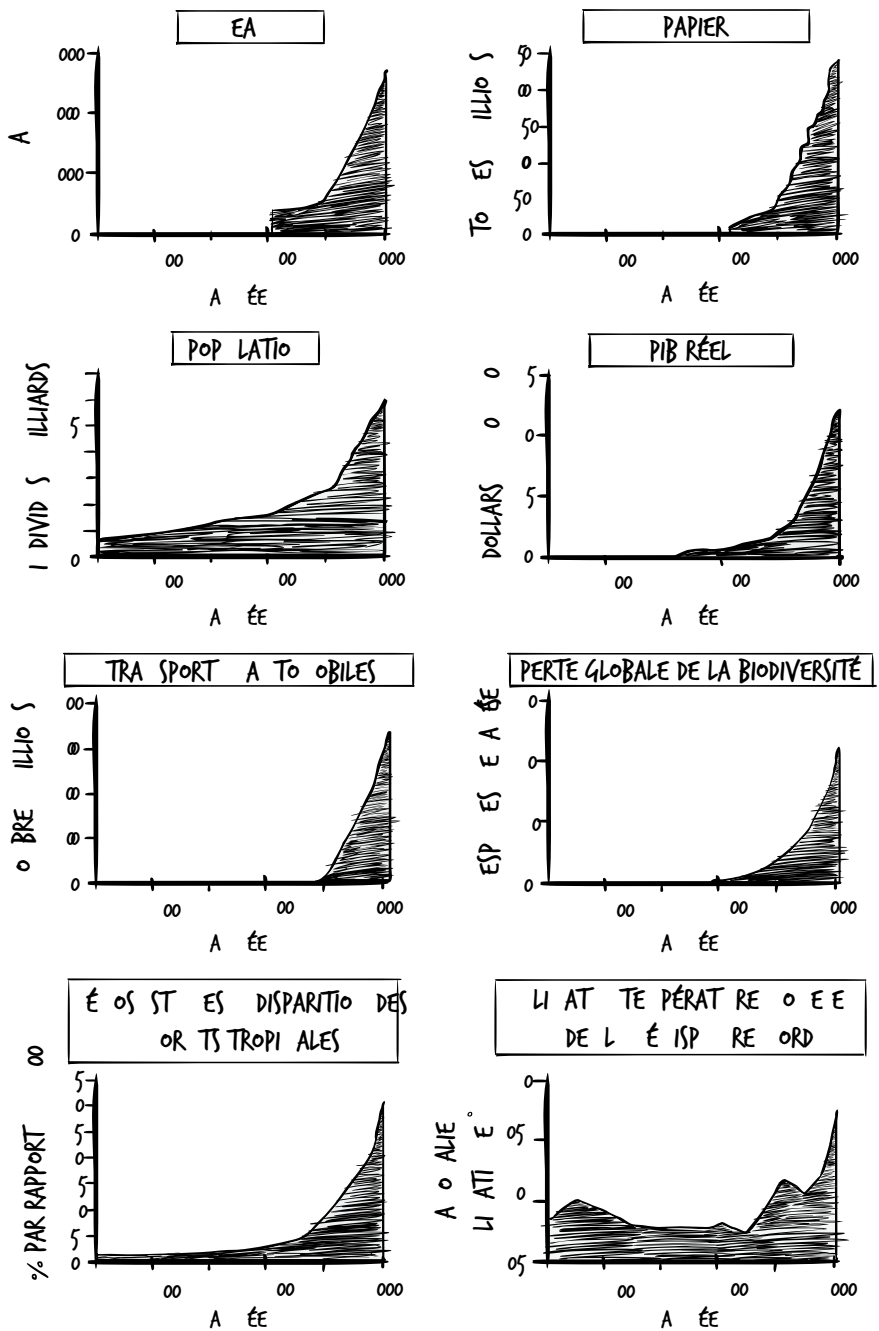
- En juillet 2009, nous avons atteint le chiffre de 387,81 parties par million (ppm) de bioxyde de carbone (CO_2) dans l'atmosphère. D'après les principaux scientifiques à travers le monde, le niveau maximal que l'atmosphère puisse supporter, pour que la planète demeure telle que nous la connaissons, est de 350 ppm.⁶
- La présence de produits chimiques agricoles et industriels toxiques dans le corps humain a été avérée où que ce soit dans le monde, y compris chez les nouveau-nés.⁷
- Chaque année, la pollution atmosphérique intérieure et la pollution atmosphérique extérieure tuent respectivement 1,6 million et 800 000 personnes.⁸

- Environ un cinquième de la population mondiale – soit plus d’1,2 milliard d’individus – est confronté à une pénurie d’eau, ressource qui devient de plus en plus rare.⁹
- L’inégalité des revenus à travers le monde est stupéfiante. Actuellement, 1 % des personnes en haut de l’échelle possèdent autant de biens et de richesses que les 57 % en bas de l’échelle.¹⁰

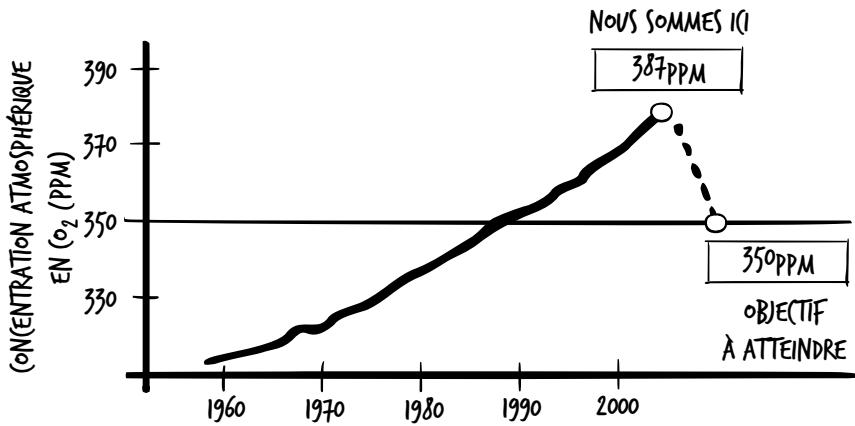
Que se passe-t-il quand un sous-système tel que l’économie continue à croître au sein d’un système dont la taille demeure fixe ? Il se heurte aux murs, forcément. Le système économique en expansion rencontre les limites de la capacité de notre planète à maintenir la vie. Les économistes estiment que, au vu des taux de croissance actuels, les pays développés croîtront à un rythme compris entre 2 et 3 % par an, tandis que la Chine et l’Inde connaîtront un taux de croissance annuel allant de 5 à 10 %.¹¹ Déjà, notre volume de marchandises et de services à travers le monde produit un niveau d’émissions de CO₂ plus de cinq fois (tout près de six, en réalité) supérieur à celui auquel nous devons parvenir d’ici 2050 pour éviter une catastrophe climatique mondiale.¹²

Telle est l’équation à résoudre. Alors prenez en considération les conséquences d’une hausse du niveau de vie moyen des populations pauvres (laquelle signifie inévitablement une augmentation de leurs émissions de dioxyde de carbone). Avec le dioxyde de carbone saturant notre fragile atmosphère, et nos exigences quant à tous les autres services de maintien de la vie et ressources que la Terre procure, nous exerçons une pression sur la planète qui va bien au-delà de ses limites.

En d’autres termes, si nous ne donnons pas une nouvelle direction à nos systèmes d’extraction et de production et si nous ne changeons pas notre façon de distribuer, de consommer et d’éliminer les déchets – ce que j’appelle parfois le modèle prendre-fabriquer-jeter (*take-make-waste*) – l’économie telle qu’elle est aujourd’hui, tuera notre planète. À l’heure où j’écris ces mots, les marchés financiers, après s’être effondrés, ne se sont partiellement rétablis que grâce aux énormes cautions de Wall Street et de Washington ; les prix des denrées alimentaires sont instables et entraînent dans la misère les paysans ; les niveaux de dioxyde de carbone atteignent des seuils mortels ; enfin, les ressources telles que le pétrole, les poissons et l’eau douce deviennent chaque jour de plus en plus rares.



Source : W. Steffen *et al*, *Global Change and the Earth System : A Planet Under Pressure*, 2005.



Source : J. Hansen *et al*, « Target atmospheric CO₂ : Where should humanity aim ? », 2008, 350.org.

Face à ces sombres données et à la persistance du problème, je sais qu'il est tentant de faire la sourde oreille, de renoncer et de se résigner. Une amie m'a dit que lorsqu'elle lisait ce type d'informations, cela lui donnait l'envie d'aller faire les magasins, car c'est un immense soulagement que de se retrouver dans une situation où votre principal souci est de savoir si vous avez les moyens d'acheter telle ou telle paire de chaussures. Partout dans le monde, les gens, mais surtout les plus pauvres, ressentent la fatigue engendrée par la crise. Les motifs d'inquiétude sont nombreux : pandémie de grippe, tempêtes exceptionnelles, chômage et saisie bancaire, entre autres. La vérité est que nous n'avons pas le choix. Comme l'explique Joseph Guth, avocat, biochimiste et directeur du *Science and Environmental Health Network*, « Rien n'est plus important pour les êtres humains qu'une biosphère saine écologiquement et préservant la vie. La Terre est le seul lieu habitable que nous connaissons dans un univers inhospitalier. Notre vie à tous en dépend et nous sommes contraints de partager cet espace ; il est notre unique maison... La biosphère semble adaptée de façon presque magique aux êtres humains et elle l'est bel et bien en effet, car l'être humain s'y est développé en étroite immersion au fil des siècles. Nous ne pourrions ni vivre convenablement ni vivre longtemps sans une biosphère saine ; par conséquent, elle vaut bien tout ce que nous possédons. »¹³

Solutions fragmentées

Alors que les défis se situent à l'échelle du système et sont interdépendants, les réponses sont souvent partielles et ne portent que sur un seul aspect, comme l'amélioration des technologies, la limitation de la croissance démographique ou l'infléchissement de la consommation de ressources.

Les partisans des corrections technologiques, par exemple, pensent que des technologies plus propres, plus écologiques et plus innovantes permettront à notre activité industrielle et économique d'utiliser l'énergie et autres ressources plus efficacement et que nous pourrions ainsi résoudre nos problèmes. Ces mêmes personnes font remarquer que la destruction environnementale par unité d'activité (par dollar de produit intérieur brut ou par tonne de produit manufacturé) diminue. Ils n'ont pas tort. Nombre de technologies gagnent chaque jour en efficacité. Cependant, ce progrès est neutralisé par le fait que, dans l'absolu – du moins jusqu'au crash économique de 2008 – la croissance augmente globalement : un nombre croissant d'individus extraient, consomment et se débarrassent d'un nombre croissant de produits. (Même si la baisse de la production entre 2008 et 2009 a été relativement faible et si les tendances passées ont une valeur d'enseignement, nous retournerons à la croissance bien assez vite.) Par conséquent, non seulement l'impact général sur l'environnement demeure négatif, mais il ne cesse de croître, et ce, indépendamment de technologies toujours plus efficaces.

La raison pour laquelle les technologies vertes ne nous sauveront pas est qu'elles ne sont qu'un aspect du problème. Notre impact collectif sur la planète – la vitesse à laquelle nous atteignons les limites de la capacité de la Terre à subvenir à nos besoins – résulte de la combinaison du nombre d'individus sur la planète, du type de technologies que nous utilisons et du volume de notre consommation. En termes techniques, cette équation est symbolisée par la formule $I = PAT$, conçue dans les années 1970 lors des débats entre ceux qui soutenaient que les technologies et les modèles de consommation étaient les principaux agents de la destruction environnementale et ceux qui rejetaient la responsabilité sur la croissance démographique. L'équation $I = PAT$ – dans laquelle I désigne l'impact, P la population et A l'aisance (ou, autrement dit le niveau de consommation) et T les technologies utilisées – met en évidence l'interaction entre tous ces facteurs. Généralement, nous pou-

vons réduire notre impact en diminuant la population et/ou en améliorant les technologies. Généralement, mais pas toujours, notamment si d'autres variables annulent les changements apportés. Un moins grand nombre de personnes consommant une plus grande quantité de produits, par exemple, continue à accroître l'impact. En revanche, un plus grand nombre de personnes consommant une moins grande quantité de produits, pourrait atténuer l'impact. Ces variables peuvent être reliées les unes aux autres de multiples façons.

Certes, la croissance démographique n'est pas exempte du problème. Si vous vous reportez aux graphiques page 20, vous comprendrez que l'augmentation exponentielle de la population constitue l'une des raisons majeures pour lesquelles, au cours des cinquante dernières années, notre consommation (qu'il s'agisse des arbres, des minéraux, de l'eau, des produits de la pêche, etc.) a également cru de façon exponentielle. Il ne nous a fallu que deux cent mille ans (jusqu'au début des années 1800) pour atteindre le chiffre d'1 milliard d'individus, puis, un peu plus d'un siècle (1960) pour être 3 milliards, et depuis ce nombre a plus que doublé pour s'élever aujourd'hui à 6,7 milliards... et ce n'est pas fini!¹⁴

Cependant historiquement, les interventions destinées à stabiliser la population mondiale ont été d'ordinaire conduites par ceux qui vivaient dans les régions les plus hyperconsommatrices et ont rarement tenu compte du fait que les modèles de consommation étaient extrêmement inégaux. Souvent, les parties du monde où la population croît le plus rapidement sont celles qui utilisent très peu de ressources. Pendant ce temps, l'infime tranche de la population mondiale (entre 1 et 5 %) qui possède la majorité des richesses produit la plus grande partie de l'effet de serre et autres destructions environnementales. Il importe que, quelles que soient les stratégies que nous décidions démocratiquement d'adopter pour stabiliser la croissance démographique, elles constituent un engagement ferme et résolu à respecter l'équité et les droits de l'Homme, notamment ceux de la femme.

Nous ne connaissons pas la densité humaine que la planète peut réellement supporter, mais nous savons que ce nombre n'est pas rigide ; il dépend de nos niveaux et de nos modèles de production et de consommation. Cette observation soulève des questions essentielles sur l'équité de la distribution des ressources, ainsi que des jugements de valeur sur les seuils à ne pas dépasser. Devons-nous nous demander combien de

personnes sur la planète peuvent soutenir le niveau de consommation des États-Unis ou devons-nous nous référer au niveau de consommation du Bangladesh ? Et, point essentiel, qui décide de la réponse ?

Ces questions sont complexes, mais nous devons en débattre et choisir les réponses ensemble. Nous devons le faire parce que nous atteindrons la capacité que la planète peut supporter, et il ne subsiste aucun doute à ce sujet. Aujourd'hui, nous avançons inéluctablement dans cette direction et, une fois que nous aurons franchi la ligne, la partie sera terminée : nous dépendons de notre planète pour manger, boire, respirer et vivre. Notre priorité absolue doit être de trouver comment le système qui assure la viabilité de la planète peut continuer à fonctionner. Rien n'est plus important que d'élaborer une solution qui nous permette de vivre ensemble – de manière juste, respectueuse, durable et joyeuse – sur la seule planète que nous puissions appeler « maison ».

Si la machine de la croissance économique guidée par le modèle du prendre-fabriquer-jeter est appelée à dérailler, alors il est logique d'envisager de la démonter et de la réassembler en l'améliorant grâce à ce que nous avons appris au cours des précédentes décennies.

La croissance économique, bêta !

La croissance économique se réfère généralement à une augmentation de l'activité économique à tous les niveaux (commerce, services, production, consommation), qui implique aussi un accroissement de la quantité de ressources naturelles extraites de la Terre, transformées en produits et rendues à la terre sous forme de déchets. En bref, la croissance économique équivaut à plus. Plus de choses. Plus d'argent. Qui dit croissance dit toujours plus gros, toujours plus grand.

Maintenant, la croissance économique devrait être un moyen, indépendant de tout système de valeurs, adapté aux objectifs réels : satisfaire les besoins élémentaires de tous, créer des communautés plus saines, favoriser l'égalité, les énergies propres, les infrastructures fiables, la culture, etc. Pendant longtemps, la croissance a réellement contribué à ces objectifs essentiels, même s'il importe de se souvenir qu'en certaines régions du monde, cette croissance s'est trop souvent traduite par l'exploitation des populations. Il y a un siècle, quand nous avions encore d'immenses étendues de terre disponibles, la croissance était synonyme